



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2024





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire.....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes.....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux.....</b>	<b>16</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>17</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>19</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -103,470 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2024 s'élève à -103,470 Md€ contre -115,743 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+12,273 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une augmentation des dépenses nettes de 5,005 Md€ et des recettes nettes de 12,365 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 4,912 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes) : 230,570 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,210 Md€, essentiellement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,196 Md€), « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,216 Md€) et « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,925 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,245 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,853 Md€), « Equipement des forces » (1,245 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,034 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,843 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,908 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,632 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,233 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,169 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,971 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2024 s'élèvent à 230,570 Md€ contre 225,565 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,005 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +5,771 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +2,082 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" en raison du rythme de consommation des crédits), des charges de la dette de l'Etat pour +1,177 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat", en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus élevés, à ce stade, qu'en

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,040 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,778 Md€, principalement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,219 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,622 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,360 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,750 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,916 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

2023) et des dépenses d'investissement pour +0,862 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense", hausse prévue en LFI), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention pour -4,591 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -9,404 Md€, principalement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +2,046 Md€ et "Travail et emploi" pour +0,898 Md€, hausses prévues en LFI, et à la mission "Economie" pour +0,925 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits).

## Recettes du budget général (nettes) : 141,997 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net** : 11,594 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance du 17 juin) ;

► **IR net** : 7,661 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,220 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - divers** : 7,763 Md€, dont 7,483 Md€ de fonds versés par l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 5,650 Md€, dont 2,393 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes, 1,640 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (échéance du 17 juin) et 0,820 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,248 Md€, dont 1,799 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,550 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,089 Md€, dont 0,591 Md€ au titre d'un dividende versé par la Caisse des Dépôts et Consignations ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,218 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -6,745 Md€, dont -4,900 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -0,798 Md€ au titre du FCTVA.



### Recettes fiscales (nettes) : 156,320 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2024 s'élèvent à 156,320 Md€ contre 154,563 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,757 Md€) s'explique

principalement par une hausse des recettes d'IS net pour +0,874 Md€, des recettes d'IR net pour +0,802 Md€ et des recettes de TVA nette pour +0,800 Md€.

### Recettes non fiscales : 15,022 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2024 s'élèvent à 15,022 Md€ contre 6,842 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,180 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€, intervenus au mois de décembre en 2023.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -33,080 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2024 s'élèvent à -33,080 Md€ contre -34,820 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,739 Md€) s'explique

essentiellement par une baisse, prévue en LFI, des PSR de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,762 Md€.

### Fonds de concours et attributions de produits : 3,736 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juin 2024 s'élèvent à 3,736 Md€ contre 3,047 Md€

à fin juin 2023 à périmètre constant, soit une évolution de +0,688 Md€.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -14,897 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,673 Md€ et des recettes pour 11,021 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, 3,618 Md€ de CFE-IFER, essentiellement au titre de l'acompte du 17 juin, et 1,740 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » constate des recettes pour 6,629 Md€ (dont un abondement par le budget général de 6,475 Md€ au titre de l'amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2024 s'élève à -14,897 Md€ contre -19,810 Md€ à fin juin 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,912 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale de +6,802 Md€, (dont le compte "Participations financières de l'Etat" pour +7,441 Md€, écart principalement lié à

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,589 Md€ (dont 0,966 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 1,587 Md€ (dont 1,236 Md€ d'abondements par le budget général).

l'opération de dépenses d'amortissement de la dette de l'Etat relative à la Covid-19, non encore intervenue en 2024) ainsi que par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -1,592 Md€ (dont le compte "Avances aux collectivités territoriales" pour -1,204 Md€, principalement en raison d'une hausse des dépenses supérieure à celle des recettes à ce stade).

### Dette financière de l'Etat au 30 juin 2024 : 2 589,380 Md€

La dette financière est en augmentation de 128,029 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +103,609 Md€

et des BTF pour +27,105 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,685 Md€).



	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	Jun	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	10 025	-103 470	-115 743	-116 181	12 273
Dépenses du budget général (nettes)	32 933	230 570	225 565	225 840	5 005
Recettes du budget général (nettes)	36 537	141 997	129 632	129 468	12 365
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	7 661	42 458	41 656	41 656	802
- IS *	11 594	28 138	27 265	27 265	874
- TICPE	1 550	7 715	8 050	8 104	-335
- TVA	6 220	49 070	48 270	48 058	800
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	6 421	-14 897	-19 810	-19 810	4 912

<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-358	154 858
Dette financière de l'Etat	21 116	2 589 380

\* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juin	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
<b>Dépenses nettes du budget général</b>					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 633	76 807	71 036	71 044	5 771
Dépenses de fonctionnement	4 656	42 331	40 249	40 217	2 082
Charges de la dette de l'Etat	1 236	27 544	26 368	26 368	1 177
Dépenses d'investissement	1 334	10 237	9 375	9 408	862
Dépenses d'intervention	12 948	71 269	75 860	76 125	-4 591
Dépenses d'opérations financières	126	1 244	1 601	1 601	-357
<b>Total des dépenses (nettes) (I)</b>	<b>32 933</b>	<b>230 570</b>	<b>225 565</b>	<b>225 840</b>	<b>5 005</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>					
Recettes fiscales	35 789	156 320	154 563	154 404	1 757
Recettes non fiscales	9 454	15 022	6 842	6 842	8 180
Prélèvements sur recettes	-8 963	-33 080	-34 820	-34 825	1 739
Fonds de concours et attributions de produits	258	3 736	3 047	3 047	688
<b>Total des recettes (nettes) (II)</b>	<b>36 537</b>	<b>141 997</b>	<b>129 632</b>	<b>129 468</b>	<b>12 365</b>
<b>Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>45 501</b>	<b>175 078</b>	<b>164 452</b>	<b>164 293</b>	<b>10 626</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>3 604</b>	<b>-88 573</b>	<b>-95 933</b>	<b>-96 372</b>	<b>7 361</b>
<b>Comptes spéciaux</b>					
Solde des comptes d'affectation spéciale	6 094	6 134	-668	-668	6 802
Solde des comptes de concours financiers	326	-21 180	-19 588	-19 588	-1 592
Solde des comptes de commerce	-23	128	420	420	-292
Solde des comptes d'opérations monétaires	-99	-326	713	713	-1 039
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>6 421</b>	<b>-14 897</b>	<b>-19 810</b>	<b>-19 810</b>	<b>4 912</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>10 025</b>	<b>-103 470</b>	<b>-115 743</b>	<b>-116 181</b>	<b>12 273</b>



	Mois	Cumul à fin juin			Ecart cumulé
	unité : million d'€. Juin	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>12 633</b>	<b>76 807</b>	<b>71 036</b>	<b>71 044</b>	<b>5 771</b>
Rémunérations d'activité	7 526	45 018	41 013	41 018	4 005
Cotisations et contributions sociales	4 977	31 114	29 427	29 429	1 688
Prestations sociales et allocations diverses	130	675	596	597	78
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>20 300</b>	<b>153 763</b>	<b>154 529</b>	<b>154 795</b>	<b>-766</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 138</b>	<b>1 077</b>	<b>1 077</b>	<b>61</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 656</b>	<b>42 331</b>	<b>40 249</b>	<b>40 217</b>	<b>2 082</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 849	24 746	22 651	22 621	2 094
Subventions pour charges de service public	1 807	17 585	17 598	17 596	-13
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 236</b>	<b>27 544</b>	<b>26 368</b>	<b>26 368</b>	<b>1 177</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 236	27 544	26 368	26 368	1 177
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 334</b>	<b>10 237</b>	<b>9 375</b>	<b>9 408</b>	<b>862</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	851	7 552	6 633	6 640	919
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	483	2 685	2 742	2 769	-57
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>12 948</b>	<b>71 269</b>	<b>75 860</b>	<b>76 125</b>	<b>-4 591</b>
Transferts aux ménages	6 031	31 141	31 281	31 271	-140
Transferts aux entreprises	2 050	17 522	23 063	23 064	-5 542
Transferts aux collectivités territoriales	1 349	7 602	7 357	7 538	245
Transferts aux autres collectivités	3 061	14 021	13 443	13 537	578
Appels en garantie	455	982	715	715	267
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>126</b>	<b>1 244</b>	<b>1 601</b>	<b>1 601</b>	<b>-357</b>
Prêts et avances	0	1	7	7	-6
Dotations en fonds propres	115	427	515	515	-89
Dépenses de participations financières	10	817	1 079	1 079	-262
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)</b>	<b>32 933</b>	<b>230 570</b>	<b>225 565</b>	<b>225 840</b>	<b>5 005</b>





	Mois de juin		Cumul à fin juin 2024		Cumul à fin juin 2023 retraité	Cumul à fin juin 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>269</b>	<b>378</b>	<b>1 880</b>	<b>1 671</b>	<b>1 513</b>	<b>1 511</b>	<b>158</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	219	215	1 062	974	918	919	55
Diplomatie culturelle et d'influence	25	138	602	493	374	374	119
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	24	216	204	221	218	-17
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>1 224</b>	<b>406</b>	<b>2 985</b>	<b>2 140</b>	<b>2 098</b>	<b>2 228</b>	<b>42</b>
Administration territoriale de l'Etat	208	230	1 259	1 278	1 255	1 251	22
Vie politique	18	9	117	89	86	81	3
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	997	167	1 609	773	756	896	17
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>219</b>	<b>220</b>	<b>1 868</b>	<b>1 749</b>	<b>1 744</b>	<b>1 750</b>	<b>5</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	116	125	886	846	773	772	73
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	57	51	332	298	308	307	-10
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	45	294	288	273	280	15
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	318	391	391	-73
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	-1	0	1
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>532</b>	<b>821</b>	<b>2 748</b>	<b>2 571</b>	<b>3 036</b>	<b>3 036</b>	<b>-465</b>
Aide économique et financière au développement	114	177	1 356	1 064	1 314	1 314	-250
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	150	150	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	267	493	1 243	1 357	1 572	1 572	-215
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>1 314</b>	<b>1 236</b>	<b>1 244</b>	<b>1 244</b>	<b>-8</b>
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	9	8	1 237	1 164	1 171	1 171	-7
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	72	73	73	-1
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>434</b>	<b>2 040</b>	<b>15 858</b>	<b>9 645</b>	<b>8 773</b>	<b>8 774</b>	<b>872</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	232	231	1 546	1 140	1 039	1 038	101
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	7 456	6 681	6 681	775
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	53	41	656	694	666	667	28
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	47	33	166	152	135	133	17
Politique de la ville	91	78	234	141	185	186	-44
Interventions territoriales de l'Etat	12	5	33	63	68	68	-5
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>431</b>	<b>451</b>	<b>403</b>	<b>398</b>	<b>48</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	42	42	263	283	243	237	40
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	21	124	125	116	116	8
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>493</b>	<b>482</b>	<b>2 784</b>	<b>1 920</b>	<b>1 797</b>	<b>1 811</b>	<b>123</b>
Patrimoines	213	132	1 048	501	503	502	-3
Création	64	167	769	598	541	552	57
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	151	116	560	424	381	384	43
Soutien aux politiques du ministère de la culture	65	68	408	398	372	373	26
<b>DEFENSE</b>	<b>3 878</b>	<b>4 245</b>	<b>27 689</b>	<b>32 443</b>	<b>28 145</b>	<b>28 158</b>	<b>4 297</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	77	113	1 809	1 116	1 066	1 067	50
Préparation et emploi des forces	882	1 034	7 903	8 619	6 381	6 388	2 238
Soutien de la politique de la défense	1 853	1 853	12 709	12 806	11 808	11 812	998
Equipement des forces	1 065	1 245	5 268	9 902	8 891	8 891	1 012
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>86</b>	<b>88</b>	<b>540</b>	<b>476</b>	<b>424</b>	<b>403</b>	<b>52</b>
Coordination du travail gouvernemental	78	81	452	398	350	330	48
Protection des droits et libertés	7	7	88	78	74	73	4
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 631</b>	<b>1 622</b>	<b>14 062</b>	<b>11 717</b>	<b>21 286</b>	<b>21 298</b>	<b>-9 569</b>
Infrastructures et services de transports	1 276	509	5 552	5 014	4 633	4 636	381
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	17	29	163	122	151	150	-29
Paysages, eau et biodiversité	60	47	253	175	118	120	57
Expertise, information géographique et météorologie	2	2	459	309	301	302	8
Prévention des risques	40	241	1 048	636	500	501	135
Energie, climat et après-mines	332	415	2 811	2 166	3 489	3 491	-1 323
Service public de l'énergie	111	111	1 677	1 565	10 098	10 098	-8 533
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	515	234	1 641	1 610	1 531	1 535	79
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	416	416	-416
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	278	33	458	120	48	48	71



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2024		Cumul à fin juin 2023 retraité	Cumul à fin juin 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
<b>ECONOMIE</b>	<b>373</b>	<b>343</b>	<b>3 456</b>	<b>2 969</b>	<b>2 133</b>	<b>2 111</b>	<b>836</b>
Développement des entreprises et régulations	268	285	2 609	2 165	1 602	1 601	563
Plan "France Très haut débit"	55	0	55	152	-131	-151	282
Statistiques et études économiques	36	44	240	241	232	232	9
Stratégies économiques	14	14	552	411	429	429	-18
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 501</b>	<b>1 778</b>	<b>28 678</b>	<b>35 222</b>	<b>33 499</b>	<b>33 499</b>	<b>1 723</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 219	1 219	27 180	27 180	25 951	25 951	1 229
Appels en garantie de l'Etat	254	530	1 057	1 057	831	831	226
Epargne	0	0	66	65	50	50	15
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat <sup>(2)</sup>	17	17	364	364	0	0	364
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	12	12	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>7 221</b>	<b>7 210</b>	<b>44 717</b>	<b>44 370</b>	<b>40 912</b>	<b>40 912</b>	<b>3 458</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	2 214	2 216	13 405	13 395	12 431	12 431	964
Enseignement scolaire public du second degré	3 187	3 196	19 554	19 478	17 931	17 936	1 547
Vie de l'élève	544	498	4 424	4 332	4 064	4 053	268
Enseignement privé du premier et du second degrés	903	925	4 936	4 896	4 395	4 395	501
Soutien de la politique de l'éducation nationale	256	226	1 452	1 338	1 253	1 260	85
Enseignement technique agricole	117	148	946	931	838	838	93
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>868</b>	<b>892</b>	<b>5 394</b>	<b>5 206</b>	<b>5 100</b>	<b>5 092</b>	<b>106</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	650	653	3 988	3 899	3 807	3 796	92
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	87	520	490	499	500	-9
Facilitation et sécurisation des échanges	150	153	886	817	794	795	23
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>71</b>	<b>62</b>	<b>751</b>	<b>749</b>	<b>793</b>	<b>857</b>	<b>-44</b>
Immigration et asile	68	59	588	585	707	645	-122
Intégration et accès à la nationalité française	3	3	162	164	86	212	78
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030</b>	<b>7</b>	<b>41</b>	<b>403</b>	<b>3 851</b>	<b>2 305</b>	<b>2 305</b>	<b>1 546</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	25	25	105
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	7	41	8	3 169	1 505	1 505	1 664
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	395	552	775	775	-223
<b>JUSTICE</b>	<b>826</b>	<b>916</b>	<b>5 998</b>	<b>5 946</b>	<b>5 730</b>	<b>5 731</b>	<b>216</b>
Justice judiciaire	323	336	2 345	2 249	2 081	2 082	167
Administration pénitentiaire	347	390	2 272	2 401	2 238	2 238	162
Protection judiciaire de la jeunesse	71	90	626	528	505	505	23
Accès au droit et à la justice	47	47	407	402	547	547	-145
Conduite et pilotage de la politique de la justice	39	53	347	365	357	357	8
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2	2	0
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>48</b>	<b>104</b>	<b>531</b>	<b>361</b>	<b>387</b>	<b>386</b>	<b>-26</b>
Presse et médias	11	11	216	170	196	196	-26
Livre et industries culturelles	37	94	314	191	191	189	1
<b>OUTRE-MER</b>	<b>166</b>	<b>563</b>	<b>1 626</b>	<b>1 355</b>	<b>1 360</b>	<b>1 360</b>	<b>-5</b>
Emploi outre-mer	31	466	1 205	987	1 050	1 050	-64
Conditions de vie outre-mer	136	97	420	368	309	309	59
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>5</b>	<b>236</b>	<b>23</b>	<b>872</b>	<b>1 120</b>	<b>1 120</b>	<b>-248</b>
Écologie	5	224	0	673	798	798	-125
Compétitivité	0	9	23	152	286	286	-133
Cohésion	0	3	0	46	36	36	10
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 138</b>	<b>1 138</b>	<b>1 077</b>	<b>1 077</b>	<b>61</b>
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2024		Cumul à fin juin 2023 retraité	Cumul à fin juin 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>396</b>	<b>843</b>	<b>27 853</b>	<b>16 097</b>	<b>15 560</b>	<b>15 561</b>	<b>537</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	69	111	14 407	7 424	7 318	7 314	106
Vie étudiante	1	37	2 705	1 908	1 637	1 639	272
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	140	344	6 801	3 701	3 604	3 608	96
Recherche spatiale	0	14	1 607	1 226	1 195	1 195	31
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	17	109	1 341	1 146	1 065	1 065	81
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	148	601	407	415	415	-8
Recherche duale (civile et militaire)	141	56	141	56	106	106	-50
Enseignement supérieur et recherche agricoles	28	25	250	229	221	220	9
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>451</b>	<b>5 631</b>	<b>3 487</b>	<b>3 545</b>	<b>3 533</b>	<b>-58</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	2 473	2 450	2 451	23
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	721	394	470	470	-76
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	88	981	621	625	613	-5
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>866</b>	<b>443</b>	<b>2 633</b>	<b>2 181</b>	<b>2 058</b>	<b>2 235</b>	<b>123</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	845	438	2 420	2 025	1 910	2 088	115
Concours spécifiques et administration	20	5	212	156	148	147	8
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>14 542</b>	<b>14 563</b>	<b>74 021</b>	<b>74 009</b>	<b>72 227</b>	<b>72 227</b>	<b>1 783</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	14 179	14 196	71 630	71 618	69 920	69 920	1 698
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	363	367	2 391	2 391	2 307	2 307	84
<b>SANTE</b>	<b>83</b>	<b>580</b>	<b>1 406</b>	<b>1 167</b>	<b>1 087</b>	<b>1 087</b>	<b>80</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	72	290	231	145	145	87
Protection maladie	79	507	1 117	936	942	942	-6
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
<b>SECURITES</b>	<b>2 151</b>	<b>2 233</b>	<b>12 276</b>	<b>12 088</b>	<b>11 314</b>	<b>11 214</b>	<b>774</b>
Police nationale	1 133	1 169	6 529	6 472	6 009	5 944	463
Gendarmerie nationale	965	971	5 325	5 258	4 960	4 937	299
Sécurité et éducation routières	6	7	45	31	22	18	9
Sécurité civile	47	86	377	326	323	315	3
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>-63</b>	<b>3 843</b>	<b>28 215</b>	<b>15 869</b>	<b>15 810</b>	<b>15 809</b>	<b>59</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	-133	1 632	12 977	7 450	7 367	7 367	83
Handicap et dépendance	8	1 908	14 289	7 606	7 636	7 636	-30
Egalité entre les femmes et les hommes	12	8	19	12	12	12	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	50	296	931	801	795	794	6
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>39</b>	<b>242</b>	<b>1 051</b>	<b>845</b>	<b>774</b>	<b>774</b>	<b>72</b>
Sport	24	67	423	263	254	254	9
Jeunesse et vie associative	44	175	614	479	304	304	176
Jeux olympiques et paralympiques 2024	-29	0	14	103	216	216	-113
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>61</b>	<b>53</b>	<b>302</b>	<b>349</b>	<b>337</b>	<b>365</b>	<b>13</b>
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	37	22	76	150	151	151	-2
Transformation publique	9	12	41	59	41	62	18
Innovation et transformation numériques	6	0	10	4	3	3	1
Fonction publique	6	14	153	114	120	128	-6
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	22	22	21	21	2
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>6 843</b>	<b>1 360</b>	<b>12 371</b>	<b>8 038</b>	<b>7 896</b>	<b>7 896</b>	<b>142</b>
Accès et retour à l'emploi	394	510	3 797	3 500	3 412	3 412	89
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 284	750	8 086	4 136	4 097	4 097	39
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	106	36	133	52	57	57	-6
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	64	356	350	330	330	20
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>45 843</b>	<b>47 129</b>	<b>330 632</b>	<b>302 188</b>	<b>295 485</b>	<b>295 759</b>	<b>6 703</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 664</b>	<b>32 933</b>	<b>259 003</b>	<b>230 570</b>	<b>225 565</b>	<b>225 840</b>	<b>5 005</b>

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul
	Mois	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.	Juin				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	7 991	50 018	49 120	49 120	898
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	294	902	731	731	171
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	18 893	46 729	45 139	45 139	1 591
Impôt sur les sociétés	18 361	45 593	44 359	44 359	1 234
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	353	804	780	780	25
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	179	332	0	0	332
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	5 650	12 687	13 841	13 841	-1 154
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	411	910	803	803	107
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	2 393	2 981	2 882	2 882	99
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	73	73	-73
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	39	300	208	208	92
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	5	153	220	220	-68
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	11	12	12	-1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	10	19	13	13	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	68	58	58	10
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	181	188	193	193	-5
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	820	4 747	4 675	4 675	72
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	1	431	397	397	34
Taxe d'habitation sur les résidences principales	9	54	386	386	-331
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises <sup>(2)</sup>	1 640	2 486	3 538	3 538	-1 052
Cotisation foncière des entreprises <sup>(2)</sup>	0	0	1	1	-1
Recettes diverses	128	336	377	377	-40
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)</b>	1 694	8 899	9 089	9 143	-191
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	12 215	90 228	88 484	88 273	1 744
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	3 248	18 474	18 078	18 078	396
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	24	189	211	211	-22
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	19	118	99	99	19
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	34	52	52	-18
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	330	1 885	1 834	1 834	51
Mutations à titre gratuit par décès	1 469	7 400	7 682	7 682	-282



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Juin	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière		54	328	399	399	-71
Autres conventions et actes civils		34	243	219	219	24
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		51	294	302	302	-8
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		29	255	244	244	11
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		28	132	107	107	25
Timbre unique		9	125	197	197	-72
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		64	443	384	384	58
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité		0	19	0	0	19
Autres taxes intérieures		312	2 506	1 481	1 481	1 025
Autres droits et recettes accessoires		1	3	3	3	0
Amendes et confiscations		-2	15	22	22	-7
Taxe générale sur les activités polluantes		4	78	594	594	-516
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		6	33	39	39	-7
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	166	164	164	2
Autres droits et recettes à différents titres		0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	24	24	24	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	15	23	23	-8
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		412	1 370	1 267	1 267	103
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		90	455	451	451	3
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		31	190	187	187	3
Prélèvement sur les paris sportifs		101	475	446	446	30
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		9	60	59	59	1
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		115	531	575	575	-44
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		47	467	434	434	32
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>		<b>49 985</b>	<b>227 938</b>	<b>224 482</b>	<b>224 324</b>	<b>3 456</b>
<b>TOTAL GENERAL (net)</b>		<b>35 789</b>	<b>156 320</b>	<b>154 563</b>	<b>154 404</b>	<b>1 757</b>

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumulé	
	Mois	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>1 089</b>	<b>3 073</b>	<b>2 242</b>	<b>2 242</b>	<b>830</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	591	597	712	712	-116
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	498	1 626	1 517	1 517	109
Autres dividendes et recettes assimilées	0	850	13	13	837
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>273</b>	<b>884</b>	<b>661</b>	<b>661</b>	<b>223</b>
Revenus du domaine public non militaire	253	511	249	249	262
Autres revenus du domaine public	0	1	3	3	-1
Revenus du domaine privé	11	223	307	307	-84
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	9	148	102	102	46
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>136</b>	<b>675</b>	<b>1 110</b>	<b>1 110</b>	<b>-436</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	54	206	219	219	-12
Autres frais d'assiette et de recouvrement	78	459	529	529	-70
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	4	4	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2	0
Autres recettes diverses	2	4	357	357	-353
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>114</b>	<b>425</b>	<b>289</b>	<b>289</b>	<b>135</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	97	211	162	162	49
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	7	6	6	1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	12	9	9	3
Intérêts des autres prêts et avances	7	122	40	40	82
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	53	45	45	8
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	14	28	28	-14



	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumulé	
	unité : million d'€. Juin	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>79</b>	<b>869</b>	<b>846</b>	<b>846</b>	<b>23</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	5	194	135	135	59
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	72	169	169	-97
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	4	7	7	-3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	67	546	481	481	65
Frais de poursuite	2	3	3	3	-1
Frais de justice et d'instance	1	4	4	4	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2	1
<b>Divers (F)</b>	<b>7 763</b>	<b>9 097</b>	<b>1 693</b>	<b>1 693</b>	<b>7 404</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	140	203	337	337	-134
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	139	111	111	28
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	7	7	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	3	3	3	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	3	3	3	0
Récupération d'indus	12	61	56	56	5
Recouvrements après admission en non-valeur	9	55	56	56	-1
Divers versements de l'Union européenne	7 483	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	29	22	22	7
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	5	25	17	17	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	49	245	219	219	27
Produits divers	0	4	21	21	-18
Autres produits divers	33	496	305	305	191
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>9 454</b>	<b>15 022</b>	<b>6 842</b>	<b>6 842</b>	<b>8 180</b>



	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul
	Mois	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.	Jun				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-6 745</b>	<b>-22 302</b>	<b>-22 279</b>	<b>-22 284</b>	<b>-23</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 900	-14 961	-14 722	-14 726	-239
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-1	-1	0
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-4	-4	4
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-798	-3 271	-3 206	-3 206	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-205	-212	-277	-277	65
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-3	-4	3
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	-72	-72	72
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	-104	-104	104
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) <sup>(2)</sup>	-238	-1 423	-1 440	-1 440	17
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-94	-122	-150	-150	28
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-2	-1	-1	-1
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-53	-54	-54	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	1	-248	-248	248
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-41	-39	-39	-2
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française <sup>(2)</sup>	-8	-45	-45	-45	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	1	1	29	29	-28
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-413	-2 106	-1 938	-1 938	-167
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0





	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	Jun	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	0	0	1
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle <sup>(2)</sup>	0	0	-5	-5	5
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants <sup>(1)</sup>	-8	-8	0	0	-8
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) <sup>(1)</sup>	-24	-24	0	0	-24
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) <sup>(1)</sup>	-35	-35	0	0	-35
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 218</b>	<b>-10 778</b>	<b>-12 541</b>	<b>-12 541</b>	<b>1 762</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-8 963</b>	<b>-33 080</b>	<b>-34 820</b>	<b>-34 825</b>	<b>1 739</b>
<b>Fonds de concours et attributions de produits</b>					
<b>Fonds de concours ordinaires et spéciaux</b>	242	3 332	2 643	2 643	689
<b>Fonds de concours - coopération internationale</b>	15	404	405	405	-1
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS</b>	<b>258</b>	<b>3 736</b>	<b>3 047</b>	<b>3 047</b>	<b>688</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2024

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2024

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Juin 2024**

**OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX**

	Mois de juin		Cumul à fin juin						Ecart cumul			
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	
unité : million d'€.												
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 806</b>	<b>11 900</b>	<b>34 491</b>	<b>44 903</b>	<b>44 903</b>	<b>40 625</b>	<b>44 235</b>	<b>44 235</b>	<b>6 134</b>	<b>-668</b>	<b>-668</b>	<b>6 802</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	21	158	181	168	168	996	964	964	815	796	796	19
Développement agricole et rural	6	6	14	18	18	121	124	124	107	106	106	1
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	36	31	127	123	123	188	187	187	62	64	64	-2
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	24	128	170	170	176	295	295	48	126	126	-77
Participations financières de l'Etat	305	6 629	1 023	13 214	13 214	6 898	11 647	11 647	5 875	-1 566	-1 566	7 441
Pensions	5 421	5 052	33 017	31 211	31 211	32 244	31 018	31 018	-773	-194	-194	-580
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>11 090</b>	<b>11 416</b>	<b>66 967</b>	<b>62 402</b>	<b>62 402</b>	<b>45 787</b>	<b>42 814</b>	<b>42 814</b>	<b>-21 180</b>	<b>-19 588</b>	<b>-19 588</b>	<b>-1 592</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	330	1	1 998	1 908	1 908	5	41	41	-1 993	-1 867	-1 867	-126
Avances aux collectivités territoriales	10 673	11 021	62 953	58 615	58 615	44 319	41 185	41 185	-18 634	-17 430	-17 430	-1 204
Prêts à des Etats étrangers	0	11	398	464	464	210	171	171	-187	-293	-293	106
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	87	3	168	245	245	42	215	215	-126	-30	-30	-96
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	380	1 450	1 170	1 170	1 209	1 202	1 202	-241	32	32	-273
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 872</b>	<b>1 849</b>	<b>33 099</b>	<b>32 725</b>	<b>32 725</b>	<b>33 227</b>	<b>33 145</b>	<b>33 145</b>	<b>128</b>	<b>420</b>	<b>420</b>	<b>-292</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	81	17	443	520	520	698	589	589	255	69	69	185
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	19	103	95	95	99	91	91	-4	-4	-4	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	23	23	607	1 614	1 614	607	1 614	1 614	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	98	82	406	334	334	469	370	370	63	36	36	27
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 589	1 587	30 675	28 969	28 969	30 679	28 971	28 971	4	2	2	1
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	3	1	4	1	1	4	3	3	0	2	2	-3
Opérations commerciales des domaines	5	15	35	34	34	54	61	61	18	26	26	-8
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	16	16	16	13	14	14	-2	-2	-2	-1
Soutien financier au commerce extérieur	55	101	810	1 141	1 141	605	1 431	1 431	-205	290	290	-495
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>129</b>	<b>30</b>	<b>510</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>184</b>	<b>803</b>	<b>803</b>	<b>-326</b>	<b>713</b>	<b>713</b>	<b>-1 039</b>
Emission des monnaies métalliques	7	30	60	63	63	84	94	94	24	31	31	-7
Opérations avec le Fonds Monétaire International	122	0	445	20	20	98	707	707	-347	687	687	-1 034
Pertes et bénéfices de change	0	0	5	7	7	1	2	2	-3	-5	-5	2
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>18 897</b>	<b>25 196</b>	<b>135 066</b>	<b>140 120</b>	<b>140 120</b>	<b>119 822</b>	<b>120 998</b>	<b>120 998</b>	<b>-15 244</b>	<b>-19 123</b>	<b>-19 123</b>	<b>3 878</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>18 775</b>	<b>25 196</b>	<b>134 621</b>	<b>140 100</b>	<b>140 100</b>	<b>119 724</b>	<b>120 290</b>	<b>120 290</b>	<b>-14 897</b>	<b>-19 810</b>	<b>-19 810</b>	<b>4 912</b>



Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Juin 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR  
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-94	361
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	313	6 228
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>6 381</b>	<b>219</b>	<b>6 600</b>
	CEPL	Régions	1 768	-334	1 434
		Départements	8 968	-2 853	6 115
		Communes	31 023	-2 175	28 849
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-2 067	17 327
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-248	1 993
		Autres	9 692	-425	9 267
		<b>Total CEPL</b>	<b>73 086</b>	<b>-8 102</b>	<b>64 985</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 361</b>	<b>-543</b>	<b>7 818</b>	
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	57	21 029
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-233	19 530
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	-57	5 262
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-376	2 138
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>48 568</b>	<b>-608</b>	<b>47 959</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>7 564</b>	<b>-664</b>	<b>6 900</b>	
	<b>Union européenne</b>	<b>3 650</b>	<b>-1 048</b>	<b>2 602</b>	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	60	6 124	
	GIP	2 103	307	2 409	
	EPLÉ	2 773	606	3 380	
	Autres correspondants	3 321	-605	2 716	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 392</b>	<b>238</b>	<b>14 629</b>		
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>162 003</b>	<b>-10 510</b>	<b>151 493</b>		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	799	3 219	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	35	146	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>2 563</b>	<b>801</b>	<b>3 365</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>164 566</b>	<b>-9 708</b>	<b>154 858</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)</b>		<b>164 566</b>	<b>-9 708</b>	<b>154 858</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2024
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 429 984</b>	<b>130 714</b>	<b>2 560 699</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>2 260 767</b>	<b>103 609</b>	<b>2 364 377</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	103 609	2 364 377
<i>dont - taux fixe</i>	1 989 405	65 581	2 054 986
<i>- taux variable</i>	271 362	38 028	309 391
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>169 217</b>	<b>27 105</b>	<b>196 322</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	27 105	196 322
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>31 366</b>	<b>-2 685</b>	<b>28 682</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 461 351</b>	<b>128 029</b>	<b>2 589 380</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dépenses et recettes nettes**

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours et attributions de produits**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes (PSR)**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

#### **Titre**

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.